

Surtout, ne supprimez pas la Réserve !

Xavier Guillhou | Expert en prévention des risques et pilotage des crises. Auditeur de l'IHEDN. Capitaine de vaisseau de réserve.

Lorsque les contraintes financières deviennent insoutenables, la tentation est d'éliminer ce qui ne semble plus indispensable et de se concentrer sur ce qui paraît essentiel pour assurer la continuité d'activité de son « cœur de métier ». Avec les réductions brutales envisagées sur le budget de la Défense, il est évident que la tentation devient pulsion ! Dans ce contexte, la question du maintien d'un dispositif de réserve se pose. Nombreux sont les thurifaires, qui, dans les coursives des négociations en cours autour du *Livre blanc*, seraient favorables à un effacement discret de ce dispositif afin de récupérer une marge de manœuvre budgétaire.

Tactiquement ils n'ont pas forcément tort. Qui défend la Réserve ? Plus personne ne sait ce à quoi elle correspond. Dans les dîners en ville mais aussi pour le moindre quidam de la société civile, cette institution a disparu des écrans depuis longtemps. De fait les dizaines de milliers de réservistes qui existent toujours, assument leurs engagements et leurs missions dans une quasi-clandestinité vis-à-vis de leurs employeurs et dans l'indifférence de la nation. À qui la faute ? Pour des raisons basement électorales ou idéologiques, nos concitoyens ont été entretenus dans l'idée que la guerre n'était plus qu'une affaire de prétoriens dotés des meilleures technologies et que la sécurité internationale se résumait à de la simple diplomatie humanitaire... Stratégiquement ces biais conceptuels qui s'entendent ici et là risquent assez rapidement de s'avérer insuffisants quand les principes de réalité viennent violemment remettre en cause soixante ans de prospérité, de confort et de sérénité.

Qu'importe le passé et le niveau de confusion qui a régné autour du concept d'emploi des réserves au sein des armées et de la Défense depuis vingt ans. Ce qui compte, c'est l'avenir et ce que nous pouvons tirer, depuis la Bosnie jusqu'à Fukushima, des retours d'expérience des crises récentes au niveau international, qu'elles soient militaires ou civiles. De quoi parle-t-on ? Aujourd'hui la réserve c'est environ 60 000 hommes (l'objectif pour 2015 est de 80 000 dont la moitié pour la Gendarmerie), soit l'équivalent des effectifs d'un grand groupe en temps partagés. C'est aussi un budget global de 125 millions d'euros (72 millions sans la Gendarmerie) soit 0,4 % des 32 milliards attribués à la Défense, ou l'équivalent de deux mois d'Opex au Mali avec 4 000 hommes. Les ratios paraissent attractifs surtout si on se permet de les aborder avec une approche compétence/rendement/enjeux...

Or, tous les grands pays dotés d'une défense qui se respecte travaillent désormais sur ces critères. En effet, au-delà des capacités initiales de choc et de sécurité qu'il faut être en mesure d'assumer, il faut être désormais capable de développer des capacités additionnelles de résistance sur le plan sécuritaire, de résilience au niveau des populations et de robustesse des systèmes de vie. Tous sans exception, des États-Unis aux pays européens, en passant par le Japon suite au *tsunami* de Sendai, mettent l'accent sur la nécessité d'avoir une réserve forte, entraînée, visible et reconnue par la société civile pour assurer le *continuum* des missions des forces de sécurité (civiles et militaires) mais aussi des dispositifs experts (Santé, Sciences de l'information, Technologie, Économie...) qui maintiennent la sûreté d'un pays.

La question n'est plus de raisonner d'abord en « masse critique » comme lors de la conscription mais de fonctionner en logique de « compétences », « d'effet de levier » et de création de « valeur ajoutée réciproque » pour nos systèmes globaux de sécurité. Cela suppose une véritable révolution dans la conduite des affaires militaires ainsi que dans le pilotage des crises au niveau national. C'est un changement de modèle de gestion des ressources, voire un changement de paradigme dans la vision de la réassurance de nos systèmes de vie. La productivité potentielle du réserviste d'aujourd'hui n'a plus rien à voir avec celle du conscrit d'hier qui attendait l'ordre et consommait son temps en attendant que l'ennemi se révèle. Le réserviste d'aujourd'hui, et encore plus celui de demain, est chirurgien, ingénieur, juriste, chef d'entreprise, cadre de la fonction publique, infirmier, agent de maintenance, logisticien... Il fonctionne au sein de la société civile avec des niveaux d'exigence, de qualité, de conscience professionnelle, d'efficacité mais aussi d'éthique qui s'avèrent précieux et décisifs en temps de crise. Il peut non seulement compléter les forces sur le terrain mais aussi contribuer à ouvrir le questionnement, à enrichir la connaissance d'un environnement, renforcer l'expertise, travailler en anticipation (voir les contributions de l'auteur sur le rôle de la réserve concernant la coopération civilo-militaire et la gestion des sorties de crise)... Il est clair que c'est bien plus qu'un simple conscrit de renfort, consommable et assujéti. C'est un professionnel de la complexité qui sait fonctionner en logique duale et qui a un sens aigu de la citoyenneté.

Pour beaucoup il suffirait de réduire ce concept à un simple fichier actualisé de quelques milliers d'anciens d'active à qui l'on offrirait une allonge financière pour amortir le choc actuel des réductions d'effectifs en attendant d'avoir des Sociétés militaires privées (SMP) efficaces qui prendraient le relais. Il n'y a pas pire remède que l'endogamie organisationnelle surtout dans une période où se posent des questions vitales de résistance et de robustesse de nos systèmes de vie ! Au moment où les conclusions du *Livre blanc sur la Défense et la Sécurité nationale* vont quitter les débats d'experts pour aller sur la table des politiques, il est important de se poser la question du véritable prix de notre survivance. Faut-il que la sécurité de la France soit réduite à un dispositif de professionnels, dont personne ne remet par ailleurs en cause la performance et le dévouement ? Ne serait-il pas

indispensable de se doter enfin d'une allonge intelligente, réactive, compétente, motivée avec une véritable force de réserve issue de la société civile ? Et dans cette hypothèse quel type de gestion faudrait-il inventer ?

*

**

L'histoire a toujours montré qu'au-delà les capacités d'encaisser et d'assumer des chocs, les grands pays ont toujours été ceux qui ont su résister aux aléas de la vie et aux tragédies humaines. Ce n'est pas une question de taille, de volume, de coûts. C'est une question de volonté, de courage, de vision mais aussi d'organisation. Pour autant, comme l'écrivait Jean Monnet : « Les hommes n'acceptent le changement que dans la nécessité et ils ne voient la nécessité que dans la crise ». Espérons que les politiques de notre pays, à qui il revient en cette période de crise d'arbitrer sur des fondamentaux, et ce quelles que soient leurs affinités, auront ce sens du vital. Faisons en sorte qu'ils n'aillent pas dans le sens de la suppression mais plutôt dans celui de l'invention d'une nouvelle réserve forte et reconnue !

Éléments de bibliographie et liens *Internet*

« La réserve : la supprimer ou la réinventer ? » in *Agir* n° 13 du 13 février 2003.

« Esprit de défense es-tu là ? » (Tribune n° 124) in *www.defnat.com* (la RDN en ligne), septembre 2011.

« Sortie de crise et coopération civilo-militaire. Révolution ou régression dans les affaires militaires ? » in *Bulletin d'études de la Marine* n° 38, juin 2007.

« Sortie de crise : pour une stratégie de rupture » in revue *Doctrine* du 19 octobre 2006.

« Artisans de la paix – Missions auprès des populations (Opex 1994-2005) » in *La Charte* (organe de la Fédération nationale André-Maginot), novembre-décembre 2005.

« Nos armées sont-elles prêtes ? » in revue *Défense* spécial n° 100.

« Le point de vue d'un praticien », intervention lors du colloque « L'accès des entreprises françaises aux marchés liés aux opérations extérieures » de l'Enseignement militaire supérieur scientifique et technique (EMSST), mars 1999.

Intervention à l'IHEDN 1988 : « Inventer la paix ? Pourquoi pas ! Les actions civilo-militaires : un concept stratégique ».

Pour les 50 ans de l'IHEDN : « Est-il possible de faire la paix ? – Témoignage des opérations ACM », 1986.